

COMMUNE DE PLOUGASNOU**dossier n° PC 029 188 26 00007**date de dépôt : **23 février 2026**demandeur : **COMMUNE DE PLOUGASNOU**pour : **Création d'une micro-crèche et de trois logements locatifs**adresse terrain : **43 Rue François Charles - 29630 PLOUGASNOU****ARRÊTÉ**

**accordant un permis de construire
au nom de la COMMUNE DE PLOUGASNOU**

Le Maire de PLOUGASNOU,

Vu la demande de permis de construire présentée le 23 février 2026 par LA COMMUNE DE PLOUGASNOU demeurant 14 Rue François Charles - 29630 PLOUGASNOU;

Vu l'objet de la demande :

- pour la création d'une micro-crèche et de trois logements locatifs;
- sur un terrain situé 43 Rue François Charles - 29630 PLOUGASNOU ;
- pour une surface de plancher créée de 401 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), approuvé le 10 février 2020, révisé le 12 février 2024, modifié le 9 février 2026 , et notamment les dispositions afférentes à la zone UHc;

Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le 23 février 2026;

Vu l'avis favorable avec prescriptions d'ENEDIS en date du 10 mars 2026,

Vu l'avis du Service Public de l'Eau - An Dour - Morlaix Communauté en date du 24 mars 2026,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère en date du 01 avril 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité - sous-commission Accessibilité en date du 28 avril 2026;

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21 mai 2026,

Vu les nouvelles pièces déposées le 23 mars 2026;

ARRÊTE**Article 1**

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnés aux articles 2 et suivants.

Article 2

La construction sera strictement implantée en limites séparatives de propriété sans délaissé et sans débordement de toiture sur la propriété voisine. Les eaux pluviales seront collectées et évacuées sur la propriété.

Article 3

Les divers réseaux situés sur le terrain seront enterrés.

Les branchements aux divers réseaux seront réalisés sur les installations existantes sur la propriété.

Article 4

Avant toute mise en service, le bâtiment devra être raccordé au réseau public d'assainissement d'eaux usées.

Un puits perdu d'une capacité suffisante sera installé sur le terrain pour recueillir les eaux pluviales.

29 JUL. 2026

Le
Le Maire,

Par délégation du Maire,
Le conseiller municipal délégué à l'urbanisme
et l'environnement
Erwan COMTE

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir un recours gracieux. Le délai pour former un recours gracieux à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. L'exercice d'un recours gracieux ne proroge pas les délais de recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

